

Septembre 2013

L'urgence : viser le long terme



Conjoncture

L'évolution du PIB sera voisine de zéro en 2013, c'est une moindre mauvaise nouvelle mais ce n'est pas la croissance ni même la reprise assurée. Ce qui caractérise la situation de la France, mais finalement celle de tous les pays de la zone euro, c'est la faiblesse de l'activité économique à court terme, et la difficulté de faire des prévisions à long terme.

Plusieurs éléments nouveaux contribuent à la réflexion économique. – 10 ans c'est devenu du long terme¹, - L'économie s'est mondialisée et les avantages compétitifs liés aux délocalisations se réduisent.

En 2003, le Cercle des économistes relevait les obstacles à la croissance européenne²:

- L'insuffisance de l'investissement productif, et le trop faible nombre d'entreprises innovantes
- La délocalisation des entreprises vers les pays à faibles coûts de production
- La concurrence fiscale et sociale entre pays de l'Union.
- Les politiques du marché du travail privilégiant l'emploi pas qualifié au détriment de l'investissement de productivité
- La réduction des dépenses publiques de recherche pour limiter les déficits publics qui conduit à l'absence de programmes publics stratégiques à fort contenu technologique
- La précarité des salariés

Les dix dernières années ont prouvé l'imbrication des problèmes et des comportements micro et macro économiques que l'on peut résumer ainsi : « le manque de confiance dans l'avenir », l'inertie de court terme.

Au niveau micro économique les ménages réduisent leur consommation et renforcent l'épargne de précaution, les entreprises retardent leurs investissements et préfèrent réduire leurs capacités de production. Au niveau macroéconomique, le ralentissement de l'activité économique creuse les déficits publics.

Avec la concurrence accrue des pays émergents, le chômage massif est devenu structurel. L'inadéquation des stratégies de production et de qualification accroît le décrochage de notre pays. Dans l'industrie de bas de gamme et de milieu de gamme est apparu le problème central du manque de relais d'innovation et de croissance pour compenser les pertes d'emplois.

1 Un modèle économique de prévision est composé de 2500 équations, avec des variables exogènes (fixées), et des variables endogènes (calculées). A court terme on peut faire des hypothèses de prix de l'énergie, de croissance économique, de flux commerciaux, de taux de change...A long terme ces données deviennent aléatoires et influence les résultats économiques calculés

2 Les obstacles à la croissance économique, Le Cercle des économistes cahier N°3, Juillet 2003

Enfin le financement des dépenses publiques de fonctionnement à l'aide de l'endettement a fini par paralyser la politique budgétaire. (poids de la dette).

Faute de croissance, par manque d'anticipation et de coordination, les pays de l'Union sont confrontés à des choix budgétaires douloureux.

Le commissaire général à la stratégie et à la prospective³ (Jean Pisanni-Ferry), a présenté le 19 août sa vision de la France en 2025. « La France sera dans 10 ans, plus vieille, plus petite, moins riche...La France dans dix ans sera aussi plus urbaine et offrira davantage d'emplois qualifiés...Jean Pisani Ferry pointe aussi « une société française qui n'a plus confiance en l'avenir parce qu'elle n'a plus confiance en elle-même, en ses institutions économiques, politiques, sociales, et au total à mettre les avancées scientifiques et techniques au service de tous ».

Les tendances lourdes de l'économie provoquent une remise en cause de toutes les formes d'organisations privées ou publiques et conduisent à des évolutions rapides de tous les secteurs d'activité. La crise du financement de la protection sociale est devenue structurelle avec les pertes d'emplois dans les secteurs industriels et le manque de création d'activités nouvelles, avec le caractère discontinu, voire précaire, des trajectoires professionnelles. Le vieillissement rapide de la population constitue aussi une zone de tension sur les mécanismes de solidarité intergénérationnelle.

Desserrer les contraintes budgétaires implique de retrouver de la croissance économique, de l'innovation et de la création d'emplois qualifiés. Mais l'incantation est inopérante. Les obstacles structurels identifiés en 2003 demeurent pour l'essentiel. Le creusement de l'endettement et des déficits a même servi d'anesthésiant.

Nous sommes dans un contexte de croissance durablement faible, soumis aux aléas de la conjoncture mondiale. Les pays émergents, identifiés dans les années 2000 connaissent un freinage de leur croissance et révèlent des déséquilibres déstabilisants. (diminution de la demande mondiale, augmentation des coûts de production, concurrence des pays les plus pauvres, inégalités sociales, tensions politiques internes). Financiers et industriels cherchent de nouvelles zones de croissance.

Cependant de nouvelles études sur le commerce mondial apparaissent, les avantages compétitifs liés à la délocalisation des entreprises de main d'œuvre ont beaucoup diminué. Le coût de la main d'œuvre augmente dans les pays émergents et le renchérissement du transport réduit les avantages comparatifs.

3 http://www.strategie.gouv.fr/presentation_du_CGSP

4.

Aussi les délocalisations deviennent-elles de plus en plus motivées par des conquêtes de marché (produire local) que des stratégies de réduction de coût.

Le véritable enjeu pour la France et les pays européens en général, n'est pas de protéger coûte que coûte leur production traditionnelle, mais de développer des activités nouvelles créatrices de valeur ajoutée, énergie, santé, technologies de l'information, construction, éducation....Le déclin industriel est lié à l'insuffisance de l'investissement dans la recherche et développement, il est vain et nocif de vouloir concurrencer les entreprises de main d'œuvre des pays émergents en précarisant l'emploi. Conserver des atouts dans la compétition économique passe par l'adaptation permanente au présent et par l'anticipation d'avenir. Par la vision stratégique et par l'investissement.

Le rôle de l'Etat dans l'économie est un débat qui renaît. Il a été un sujet d'affrontements idéologiques entre les positions libérales et les positions keynésiennes. La crise actuelle conduit à mettre en évidence de rôle de l'Etat, la question du rôle économique de l'Etat ne concerne pas seulement son ampleur, mais la manière dont ce rôle est exercé : le débat est devenu le mieux d'Etat pour un Etat stratège et promoteur.

Compte tenu de l'évolution des déficits publics, les capacités d'intervention de l'Etat apparaissent limitées. Partout à travers le monde les politiques de réduction de dépenses publiques et désendettement sont devenues des priorités. Au risque de mettre l'Etat et la société en panne. Le véritable pari est celui de la qualité et de l'efficacité –économique et sociale- des dépenses publiques. Le dogme de la réduction systématique a vécu. L'enjeu actuel est la maîtrise des dépenses et des recettes afin de dégager des marges de manœuvre d'action publique dans des secteurs innovants.

Depuis 10 ans la dette s'est creusée et la croissance s'est arrêtée. La crise financière, si elle a accru nos difficultés économiques, a été la révélation de nos problèmes structurels :

- rentabilité de court terme pour redistribution aux actionnaires
- absence de prospective à long terme
- faiblesse de l'innovation économique et sociale

Ces défis pour un pays comme la France sont le révélateur d'un monde qui a changé, sans pour autant laisser paraître ce qu'il sera. La dictature du court terme doit cesser. La pression financière doit se muer en soutien de long terme. L'investissement dans l'innovation et la formation est le levier d'avenir. Le dynamisme et l'ouverture redonneront confiance en l'avenir. La cohésion solidaire nationale et l'accompagnement social des mutations sont de nécessité publique.

